



Pour une Europe libre, sûre, économiquement forte et capable d'agir

Impulsions pour le futur agenda de l'UE et le nouveau programme de travail de la Commission européenne – vue d'ensemble de nos propositions

Résumé de la prise de position du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag allemand

Décision du 2 juillet 2024

Garantir la liberté et la sécurité extérieure

- Renforcer substantiellement la capacité de défense de l'UE par la création d'une véritable union de défense: développement et acquisition largement communs, harmonisation des règles européennes en matière d'exportation de matériel militaire, interaction plus étroite des forces armées nationales, coopération renforcée en matière de politique d'armement.
- Continuer à soutenir l'Ukraine par tous les moyens politiques, économiques, financiers et militaires afin qu'elle gagne la guerre contre l'agresseur russe. Investir dans la victoire, la reconstruction et la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, c'est investir dans la sécurité à long terme de notre continent.
- Mise en œuvre de la boussole stratégique de l'UE, de la stratégie pour l'industrie européenne de défense (EDIS) et du programme pour l'industrie européenne de défense (EDIP) qui l'accompagne.
- Prendre suffisamment en compte l'objectif d'amélioration des capacités de défense européennes dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE et doter les programmes correspondants des moyens financiers nécessaires.
- Établir une formation du Conseil de l'UE autonome pour les questions de défense.
- Confier à une ou un commissaire européen chargé des questions de défense la tâche unique de promouvoir le renforcement de l'industrie européenne de l'armement ainsi que le développement d'équipements militaires communs et d'acquisitions militaires conjointes, et de regrouper les activités correspondantes au sein de la Commission européenne
- Faciliter et élargir la promotion de la recherche et du développement liée aux technologies à double usage («dual use») : supprimer la destination exclusive à des applications civiles de certains segments du programme qui succède à « Horizon Europe », envisager la création d'une agence européenne pour les projets de recherche dans le domaine de la sécurité et de la défense, sur le modèle réussi de l'U.S. Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA).
- Développer la promotion de la liberté, des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'aide humanitaire par l'UE, notamment pour garantir la sécurité ; continuer à lutter résolument contre l'antisémitisme ; renforcer le Conseil de l'Europe en tant qu'institution importante pour la défense des droits de l'Homme.

Garantir la sécurité intérieure et limiter l'immigration irrégulière

- Faire d'Europol un FBI européen.

- Contrer résolument les menaces dans le cyberspace et les influences hybrides en créant une cyberbrigade européenne et en renforçant les mesures de défense contre les menaces hybrides.
- Faire évoluer Frontex, l'agence européenne de garde-frontières, vers une véritable police des frontières et de corps de garde-côtes aux frontières extérieures de l'Europe; protéger efficacement les frontières extérieures de l'UE.
- Combattre le terrorisme islamiste et l'islam politique et réduire l'influence étrangère sur les musulmans européens.
- S'agissant de la politique de l'UE en matière d'immigration et d'asile: mettre en œuvre rapidement le nouveau régime d'asile européen commun (RAEC), introduire le concept de pays tiers sûrs en matière d'asile et le mettre en œuvre conformément au droit international des réfugiés et à la protection des réfugiés, harmoniser autant que possible les normes en matière d'assistance aux personnes vulnérables dans toute l'Europe, conclure des accords avec les pays de transit et d'origine selon l'approche «Équipe Europe» («Team Europe»).
- Dans l'attente d'une protection efficace des frontières extérieures de l'UE, permettre la mise en place d'une protection sûre des frontières nationales pour une durée indéterminée et préciser explicitement que les personnes souhaitant entrer à partir d'un État membre de l'UE ou d'un autre pays tiers sûr et qui ont déjà déposé ou auraient pu déposer une demande d'asile dans ce pays peuvent être refoulées.
- Les délinquants graves et les personnes à risque pour la sûreté de l'État doivent pouvoir être mis en détention en vue de leur départ.
- Instauration d'une interdiction transnationale de l'achat de prestations sexuelles dans l'UE pour lutter contre la traite des êtres humains.

Assurer la prospérité grâce à une économie forte et compétitive comme condition préalable à une Europe forte et souveraine

- Outre le «Pacte vert» («Green Deal») européen, mettre davantage l'accent sur la compétitivité et les impulsions de croissance avec un «pacte pour la compétitivité»; concevoir et mettre en œuvre la réglementation nécessaire de manière pratique et abordable.
- Confier à une ou un commissaire européen, si possible au niveau de la vice-présidence (exécutive), la coordination et la mise en œuvre d'un nouveau «pacte pour la compétitivité».
- S'engager clairement en faveur du marché comme mécanisme de coordination et adhérer aux principes de l'économie de marché.

- Mettre en œuvre les objectifs climatiques européens de manière pratique, notamment en développant le système d'échange de quotas d'émission basé sur le marché en tant qu'instrument central de la politique climatique et en libérant les investissements dans l'innovation pour les technologies propres.
- Réussir le lancement du système européen d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments et les transports (EU-ETS 2) et le faire progressivement fusionner avec le système d'échange de quotas d'émission pour l'industrie et l'énergie (EU-ETS 1) pour en faire un instrument de contrôle central.
- Développer de manière conséquente les solutions faisant appel à l'économie de marché dans l'économie circulaire; exploiter le potentiel du cycle du CO₂ grâce aux technologies de capture et de stockage du CO₂ (Carbon Capture and Storage CCS) et de capture et d'utilisation du carbone (Carbon Capture and Utilization CCU).
- Développer et approfondir le marché intérieur de l'UE.
- Achever l'union des marchés des capitaux.
- Accélérer l'approbation des projets importants d'intérêt européen commun (Important Projects of Common European Interest/IPCEI).
- Adopter de nouvelles mesures pour réaliser une union de l'énergie, pour la sécurité et la souveraineté énergétiques de notre continent.
- Donner au représentant européen pour les PME de solides pouvoirs d'organisation.
- Établir un plan d'action contraignant pour moins de bureaucratie et de réglementation : gel des charges, principe d'«un ajout, deux retraits» («one in, two out»), conseil européen indépendant de contrôle des normes, vérifier obligatoirement la compétitivité de l'UE, évaluations d'impact (impact assessment) internes et externes avant toute proposition de réglementation, réduire substantiellement la charge bureaucratique, y compris pour la science et la recherche.
- Améliorer l'efficacité de la taxonomie européenne et des rapports de durabilité afin de réduire considérablement les charges des entreprises; ne pas introduire pour l'instant de taxonomie sociale.
- Adopter une approche différenciée et basée sur les risques dans la politique relative à l'économie circulaire et des produits chimiques (par exemple la réglementation des substances per- et polyfluoroalkylées/PFAS) au lieu d'interdictions générales.
- Faciliter les marchés publics.

- Orienter davantage la politique commerciale de l'UE vers les intérêts stratégiques. Éviter de surcharger la politique commerciale avec des thèmes non pertinents. Adopter à l'avenir davantage d'accords de libre-échange en tant qu'accords relevant uniquement de l'UE (EU only). Lancer une nouvelle initiative européenne pour la conclusion d'accords de libre-échange. Conclure un accord sur des partenariats pour les matières premières. S'engager pour la protection de la propriété intellectuelle.
- Renforcer le rôle de l'UE en tant que communauté de valeurs démocratiques dans la coopération en matière de développement: renforcer l'initiative «Global Gateway» et l'approche «Équipe Europe», en mettant notamment l'accent sur la mobilisation des investissements du secteur privé.
- Miser sur l'ouverture technologique et la concurrence; permettre l'immatriculation des voitures neuves équipées d'un moteur à combustion propre au-delà de 2035, s'engager pour des valeurs limites et des normes d'émission réalistes afin de préserver la mobilité.
- Créer de meilleures conditions d'investissement pour l'industrie pharmaceutique, poursuivre l'objectif d'une union européenne de la santé, soutenir les activités communes en matière de sécurité sanitaire et de préparation aux crises internationales.
- Mettre davantage l'accent sur la recherche, l'innovation et les technologies clés pour une plus grande souveraineté technologique de l'Europe. Investir enfin dans l'UE un total de 3 % du produit intérieur brut dans la recherche et le développement.
- Renforcer l'esprit d'entreprise et l'esprit créateur en Europe et positionner notre continent comme site leader pour le capital-risque et les start-ups en améliorant les conditions-cadres.
- Pour une Europe forte, compétitive et souveraine dans l'espace numérique et dans l'économie numérique et les développements technologiques, autant de liberté que possible et seulement autant de réglementation que nécessaire.
- Simplifier, numériser et mieux coordonner les procédures de reconnaissance et les instruments de transparence dans le domaine de la formation professionnelle, afin de contribuer notamment à garantir une main-d'œuvre qualifiée à notre économie européenne et à réduire le chômage des jeunes ; développer l'enseignement des MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques) en Europe.
- Renforcer le programme Erasmus+ de l'UE, notamment en vue d'accroître les compétences internationales et interculturelles indispensables à une économie européenne forte ; développer les échanges européens de jeunes.

- Créer de nouvelles voies pour l'immigration de main-d'œuvre légale en provenance de pays non-membres de l'UE, pour renforcer nos économies et rendre l'UE plus attrayante pour les professionnels (hautement) qualifiés.
- Pour une politique de cohésion qui favorise la compétitivité, la capacité d'innovation et un développement homogène de toutes les régions européennes.

Pour une agriculture performante en Europe

- La sécurité alimentaire et des perspectives économiques fiables pour les agriculteurs, priorités de la politique agricole commune (PAC).
- Moratoire sur les formalités administratives pour l'agriculture et la sylviculture.
- Abaisser le statut de protection du loup.
- Soutenir les investissements dans l'agriculture en tant que secteur de haute technologie et exploiter les avantages des nouvelles technologies génomiques, telles que la CRISPR/Cas9, pour la sécurité alimentaire, la résilience climatique, l'augmentation des rendements et l'efficacité des ressources en adaptant rapidement le cadre réglementaire européen.

Pour une politique fiscale solide et axée sur la stabilité

- Prioriser systématiquement les ressources financières nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'UE dans le budget ordinaire de l'UE et le cadre financier pluriannuel et utiliser les dépenses en les axant de manière stricte sur les objectifs dans le cadre des ressources ordinaires existantes.
- Créer un meilleur cadre pour la mobilisation de capitaux privés afin de faciliter, entre autres, les investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI).
- Non à une nouvelle mutualisation des dettes et des risques budgétaires dans l'UE.
- Appliquer sans exception les nouvelles règles du pacte de stabilité et de croissance dès 2024, et ne pas créer de nouvelles marges d'endettement pour les États membres dans la méthode d'analyse de la viabilité de la dette.
- Demander à la Commission européenne de présenter un plan de remboursement des dettes déjà contractées dans le cadre du fonds européen de reconstruction «Next Generation EU».
- Continuer à préserver l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et maintenir la stabilité monétaire comme objectif prioritaire.

Accélérer les réformes internes de l'UE pour renforcer sa capacité d'action et d'accueil et réorienter la politique d'élargissement de l'UE

- Extension limitée du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE à certaines questions de politique étrangère et de sécurité telles que l'imposition de sanctions.
- Renforcer le principe de subsidiarité, y compris la prise en compte précoce du système d'autonomie locale.
- Exploiter davantage le principe de la coopération renforcée dans l'esprit d'une «Europe des pionniers» et du concept d'une «Europe à plusieurs vitesses».
- Rendre le principe de discontinuité obligatoire au sein de l'UE.
- Réorienter la politique d'élargissement de l'UE: approche progressive de l'intégration par étapes intermédiaires sans concession sur les critères d'adhésion.

Cette publication du groupe CDU/CSU au Bundestag allemand est exclusivement destinée à l'information. Elle ne doit pas être utilisée à des fins de publicité électorale pendant une campagne électorale.

Editeur: Groupe CDU/CSU au Bundestag allemand
Thorsten Frei, membre du Bundestag (MdB)
Alexander Hoffmann, MdB
Platz der Republik 1
11011 Berlin